

**ARTICLE 30****Dénonciation**

La présente convention restera indéfiniment en vigueur, mais chacun des États contractants pourra, jusqu'au 30 juin inclus de toute année civile suivant l'année de son entrée en vigueur, donner par la voie diplomatique un avis de dénonciation écrit à l'autre État contractant. Le cas échéant, la Convention cessera d'être applicable :

- a) au Canada :
  - i) à l'égard de l'impôt retenu à la source sur les montants payés à des non-résidents, ou portés à leur crédit, après la fin de cette année civile, et
  - ii) à l'égard des autres impôts canadiens, pour toute année d'imposition commençant après la fin de cette année civile
  
- b) en Colombie :
  - i) à l'égard des impôts sur le revenu obtenu et des montants payés, déposés ou comptabilisés à titre de dépenses, à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année civile suivant celle au cours de laquelle l'avis est donné,
  - ii) dans les autres cas, à compter de la date à laquelle l'avis est donné.

**EN FOI DE QUOI** les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention.

**FAIT** en double exemplaire à Lima, le 21<sup>e</sup> jour de novembre 2008, en langues française, anglaise et espagnole, chaque version faisant également foi.

**POUR LE CANADA**

**POUR LA RÉPUBLIQUE  
DE COLOMBIE**

**Lawrence Cannon**

**James Bermúdez Merizalde**